



L'économie en danger : les circuits de l'argent sale, l'argent criminel de la traite

Colloque organisé par la Fondation SCELLES

Vendredi 24 mai 2013

Palais du Luxembourg, salle Monnerville

26 rue de Vaugirard - Paris 6ème

Jean-Baptiste CARPENTIER

**Directeur de l'agence de Traitement des Renseignements et d'Action Contre les Circuits
Financiers Clandestins (TRACFIN)**

Yves CHARPENEL :

Nous allons traiter de la question stratégique de la détection, car, si les sacs d'argent peuvent être parfois localisés, le trafic des êtres humains est par définition clandestin et obscur il faut donc à présent voir comment on remonte en amont et comment l'on passe du soupçon à l'action des services de police et de justice. Monsieur Carpentier vous avez quelques minutes pour nous parler des enjeux et des actions de votre service et nous dire comment, aujourd'hui, les administrations, les entreprises peuvent être vigilantes.

Jean-Baptiste CARPENTIER :

Quelques mots rapides pour présenter ce service un peu particulier qui est située au sein du Ministère de l'économie et des finances. Le service TRACFIN est un service de renseignements spécifique qui a pour vocation de recueillir et d'analyser les renseignements financiers.

C'est un service qui est relativement récent, à l'échelle du temps judiciaire, puisqu'il a été créé en 1990 seulement, à l'issue d'une initiative française après le sommet de l'Arche en 1989.

Le Président Mitterrand et le Président Bush sénior ont souhaité organiser à la fois ce qui allait devenir la libéralisation des flux financiers de capitaux dans le monde (déjà largement engagé à cette époque là et qui s'est poursuivi après) et mettre en contrepartie de cette libéralisation un dispositif international de surveillance des flux financiers, afin de limiter les risques de blanchiment d'argent sale.

C'est intéressant parce que c'est le seul dispositif de nature répressive qui soit directement issu d'une volonté internationale. Cela a eu pour conséquence qu'il a été plaqué sur les dispositifs éventuels existant dans chacun des pays, à des niveaux d'efficacité, de moyens et de volonté politique très variables bien évidemment.

Néanmoins, à peu près l'ensemble des pays du monde ont souscrit officiellement à ces 40 recommandations destinées à lutter contre l'argent sale et se sont engagés à faire des efforts. Là aussi je ne reprendrai pas ce qui a été dit par Monsieur Souvira et les situations sont très contrastées d'un pays à l'autre. Il faut voir les choses avec un certain réalisme, néanmoins des dispositions ont été prises dans chacun des pays.

En France nous avons mis en place à peu près sérieusement ce dispositif qui repose sur quelque chose qui était extrêmement innovant en 1990, et très discuté à ce titre. C'était le fait qu'il n'appartenait pas seulement à l'Etat de lutter contre l'argent criminel mais que c'était aussi le rôle du secteur privé. Il y avait cette idée que ce n'était l'intérêt de personne de voir l'économie gangrénée par des flux financiers illicites et c'est pourquoi ce dispositif a été imposé à un ensemble de professions.

D'abord le cœur du dispositif a été le monde financier (les banques, les compagnies d'assurance etc.) puis il a été élargi à une quarantaine de professions. Il leur a été imposé de bien connaître leurs clients et de comprendre les opérations effectuées. On leur a donc donné une obligation de poser des questions.

Cela se traduit très concrètement pour chacun d'entre nous : si nous souhaitons ouvrir un compte bancaire on va nous poser des questions et parfois des questions ressenties comme très indiscretes. TRACFIN est d'ailleurs régulièrement attaqué par le parlement qui relaie des indignations de tel ou tel particulier qui trouve tout à fait anormal que sa banque lui demande s'il vit en couple ou pas par exemple.

La banque est obligée de le demander car, pour bien connaître son client, elle doit comprendre ce qu'il fait. Le fonctionnement du compte de Monsieur Carpentier haut fonctionnaire n'est pas le même que celui du compte de Monsieur Carpentier profession libérale ou de Monsieur Carpentier consultant international or la banque s'attend à voir un certain fonctionnement en fonction de la situation du client.

Depuis cette époque, on ne peut plus ouvrir en France, et un peu partout dans le monde, un compte bancaire sans apporter le moindre justificatif d'identité.

Ce qui est vrai pour les banques est valable aujourd'hui pour les compagnies d'assurance, les notaires, les huissiers de justice etc. Tous ces professionnels doivent donc se poser des questions pour comprendre les opérations effectuées par leur client et avoir une raisonnable connaissance des fonds qui circulent entre ses mains et qui passent donc sous leur autorité.

Cette raisonnable connaissance ne passe évidemment pas par des prérogatives de puissance publique : la banque n'a pas capacité à savoir qui m'envoie de l'argent. Cependant, si je reçois sur mon compte une grosse somme en provenance de l'étranger et dépourvue de toute justification, la banque va devoir m'interroger sur les sources de cette somme, sinon elle se met en faute. Au terme du processus, si les questions ne sont pas résolues, la banque va devoir faire un signalement à TRACFIN, une déclaration de soupçon.

C'est la traduction française de terme anglais *suspicious* mais elle est erronée puisqu'on a traduit ce terme anglais par « soupçon » qui a un sens très pénal en France ; en réalité « opération douteuse » serait plus fidèle et c'est d'ailleurs la traduction qu'en ont donnée nos amis canadiens. On demande donc à certaines professions de déclarer un doute ; en aucun cas il ne s'agit d'une plainte.

Cette déclaration arrive dans notre service qui est soumis au plus strict secret professionnel parce que ne sont que des interrogations. Le rôle de TRACFIN est d'analyser ces doutes pour essayer de voir, dans un cadre strictement administratif (ce n'est pas un service de police judiciaire ce qui relève du doute avéré ou ce qui relève de la fausse alerte.

Dans certaines circonstances, on peut en effet être amené à faire des opérations financières un peu bizarres : par exemple dans le cadre d'une séparation, il arrive qu'on réalise des opérations bancaires un peu étranges parce que l'on veut dissimuler certains éléments au futur ex conjoint, mais on peut également être corrompu ou essayer d'échapper à la pression fiscale.

Ce va être le rôle de TRACFIN de procéder à une enquête administrative un peu similaire à celles du fisc ou de la douane. Nous procédons par des droits de communication : TRACFIN ne peut pas se voir opposer le secret professionnel ni par l'administration ni par les professionnels et nous recueillons ces informations dans le cadre d'une enquête strictement confidentielle.

La personne ne saura pas qu'elle fait l'objet d'une enquête, elle fait l'objet d'une vérification qui a pour objet de lever le doute ou de le confirmer.

Dans un très grand nombre de cas, le doute ne s'avère pas fondé ou nous n'arrivons pas à trouver des éléments fiables. Dans un certain nombre de cas, du fait d'un nombre plus ou moins important de déclarations (car un même flux financier peut être amené à être signalé par plusieurs personnes), nous arrivons à avoir un nombre raisonnable de présomptions d'infraction.

Cela reste une simple présomption car ce n'est pas à TRACFIN de qualifier l'infraction et encore moins d'engager les poursuites. Si ce cas se produit, le dossier sera transmis, selon le cas, au procureur de la République lorsqu'il y a une infraction pénale, à l'administration fiscale s'il s'agit d'une fraude fiscale ou à d'autres administrations suivant leur domaine respectif de compétence.

Voilà globalement à quoi ressemble ce petit service qui est composé actuellement de moins de cent personnes. Il est cependant en croissance assez rapide et il a bénéficié de renforts importants au cours des cinq dernières années. Quand j'ai pris la direction du service il y a quatre ans il y avait moins de soixante personnes. Dans le contexte actuel j'ai bon espoir que le développement se poursuive.

C'est un service qui traite un nombre important d'informations : l'an dernier nous avons traité un peu moins de 30.000 déclarations. Dans les mois à venir, suite à une loi en discussion, il y aura un certain nombre d'opérations financières considérées comme particulièrement sensibles qui devront nous être automatiquement signalées.

En 2012 nous avons adressé un peu plus de 500 dossiers à l'autorité judiciaire et environ 600 dossiers à d'autres administrations, dont l'administration fiscale.

TRACFIN est de très loin le principal service d'information travaillant avec l'autorité judiciaire. Nous produisons l'essentiel de la documentation adressée à l'autorité judiciaire. Cette documentation recoupe toute la gamme des infractions françaises aussi bien abus de faiblesse, de confiance, dont 10% d'affaires importantes, sensibles, graves.

Une des principales difficultés auxquelles nous sommes confrontés c'est que l'argent n'a pas d'odeur. Il est clair que, par rapport aux années 90, l'argent est extrêmement « mixé », les infractions sont mélangées : le trafic d'êtres humains se mélange au trafic de drogue qui lui-même se mélange au travail au noir.

Nous voyons énormément d'économie souterraine, par exemple des dossiers dans lesquels les entreprises payent en liquides des salariés. Le liquide c'est pratique, c'est anonyme, ça se passe de la main à la main mais c'est aussi dangereux, même des délinquants se font braquer. En outre c'est mal vu par les autorités : en France on n'a pas le droit de payer plus de 3000€ en liquide et le Premier Ministre a annoncé, à la demande de TRACFIN, une baisse de ce plafond à 1000€ dans les prochains mois.

Il faut recycler cet argent et il est recyclé dans de véritables plateformes d'échange : c'est d'abord des structures de travail noir qui ont besoin de beaucoup de liquide (certaines emploient des centaines de salariés) et ce qui va apparaître comme un dossier d'argent au noir pour l'autorité judiciaire sera en fait un dossier de blanchiment de l'argent de la drogue ou de la prostitution. Il faudra donc chercher un peu plus loin.

C'est ce qui c'est produit dans le cas de cette élue évoquée tout à l'heure : elle avait cru faire une « simple » opération de fraude fiscale et en réalité elle était très directement, qu'elle le sache ou pas, en train de blanchir de l'argent de la drogue.

Nous ne souhaitons pas avoir de pouvoirs judiciaires ce n'est pas notre rôle ; nous transmettons les choses à la justice et à la police et c'est à eux de procéder aux investigations d'usage et à eux de poser les questions qui s'imposent aux gens concernés.

Tout cela repose ensuite entre un équilibre assez délicat entre les libertés publiques, le droit légitime que peut avoir chaque citoyen à la confidentialité d'un certain nombre de choses et les impératifs de connaître et contrôler les flux financiers.

Mais les choses évoluent très vite. Les USA, qui a une certaine époque considéraient cela comme liberticide (il ne fallait pas toucher au secret bancaire), sont aujourd'hui bien en avance sur nous. C'est au point que, depuis quelques semaines, notre homologue américain reçoit toutes les transactions en entrée et en sortie des USA, et ce, dès le premier dollar.

La difficulté à laquelle nous sommes confrontés c'est que le délinquant courra toujours plus vite que le gendarme, mais on doit essayer de le fatiguer.

La complexité des montages financiers et juridiques est toujours croissante et complique terriblement la tâche des services de police. Certaines opérations ont une complexité telle, sans aucun sens logique pour le client et un coût tel également, que leur seule logique est manifestement une logique de blanchiment.

Nous voyons donc actuellement des montages, dont nous savons pertinemment que ce sont des opérations de blanchiment, même si nous sommes incapables de dire de quoi. Quand vous en êtes au quinzième montage financier, dans dix pays différents, avec des hommes de pailles successifs, la chaîne est suffisamment étanche pour que ces dossiers n'aboutissent pas sur le plan judiciaire.

La question qui se pose est donc : ne faut-il pas imposer au client de justifier de l'origine licite des fonds en cause dans l'opération douteuse ? Ce serait une vraie révolution que ce renversement de la charge de la preuve et compliquerait les montages opacifiants. Il y a certainement encore des avancées législatives à faire dans ce domaine.